



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

Brexit : acteurs, opinions et enjeux

Rapport de veille. Février 2016

Rapport conçu et rédigé par Kévin Bangratz

Commission « Questions institutionnelles et sociales »



David Cameron, premier ministre du Royaume-Uni et Angela Merkel, chancelière d'Allemagne (Bruxelles, 18 février 2016) ©Union européenne

Introduction

« *The gamble of the century* » [le pari du siècle], c'est ainsi que David Cameron a qualifié le vote en faveur du Brexit dans une tribune¹ parue le 27 février 2016 dans *The Telegraph*. Cette formule illustre bien la légèreté avec laquelle les politiciens britanniques mettent en jeu l'avenir de l'Europe, mais aussi – et c'est peut-être pire encore – l'avenir de leur propre pays.

I. Faits marquants du mois de février

En ce qui concerne le Brexit, le mois de février a constitué un tournant, puisqu'il a permis la conclusion d'un accord entre David Cameron et les représentants de l'Union européenne (UE), à l'occasion d'un sommet à Bruxelles qui s'est tenu les 18 et 19 février². En effet, c'est le vendredi 19 février, vers 22h30, après 30 heures de discussions, que Donald Tusk, président du Conseil européen, a officialisé sur Twitter la conclusion de l'accord définitif². Suite à cela, David Cameron a annoncé qu'il ferait campagne en faveur du maintien de son pays dans l'UE.

C'est également pendant le mois de février que la date du référendum sur le Brexit a été annoncée : celui-ci se tiendra le 23 juin 2016².

Le mois de février a aussi été l'occasion pour David Cameron, de s'exprimer devant un groupe restreint de représentants du Parlement européen (PE), incluant des leaders des huit groupes politiques (dont Marine Le Pen et Nigel Farage), ainsi que le président du PE Martin Schulz³. Plusieurs eurodéputés, parmi lesquels Elmar Brok³, ont dénoncé le fait que cette rencontre se tienne à huis clos, excluant de fait la majorité des parlementaires du processus de négociation. Toutefois, tous les eurodéputés ne souhaitent pas que le PE ait un rôle dans les négociations, comme les membres du groupe ECR (Conservateurs et Réformistes Européens, dont font partie les Tories) qui préféreraient que le PE se contente d'adopter l'accord, purement et simplement.

II. Un accord extrêmement généreux à l'égard du Royaume-Uni

Avant le sommet de Bruxelles des 18 et 19 février, un projet d'accord avait été proposé à David Cameron. Ce projet d'accord avait été vivement dénoncé par les députés d'Europe de l'Est⁴, qui se sont indignés des concessions limitant l'immigration européenne. Le député conservateur hongrois, György Schöpflin, avait même évoqué d'éventuelles représailles commerciales⁴ contre les entreprises britanniques qui appliqueraient des règles discriminatoires à l'encontre des ressortissants européens. À l'inverse, Nigel Farage du parti eurosceptique UKIP avait jugé que ce projet d'accord n'allait pas assez loin⁴ dans la prise en compte des intérêts britanniques. Quant au Président de la Commission, J.-C. Juncker, il a

défendu la proposition de compromis⁴, la considérant comme « équitable ». Lors de leur rencontre à Strasbourg, le dimanche 7 février, le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel⁵ s'étaient entendus pour ne pas faire de nouvelles concessions à M. Cameron d'ici au sommet de Bruxelles. Il faut saluer le fait que le couple franco-allemand ait affiché une convergence de vues durant les négociations sur le Brexit.

Toutefois, lors du sommet des 18 et 19 février, David Cameron a réussi à faire encore céder ses partenaires européens sur plusieurs points essentiels des négociations. Monsieur Cameron s'est félicité d'avoir obtenu gain de cause sur toutes ses demandes². Il a ainsi déclaré : « *Le Royaume-Uni ne fera jamais partie d'un super État de l'Union européenne, le pays n'adoptera jamais l'euro, nous ne participerons pas aux parties de l'Union qui ne fonctionnent pas. Il ne sera plus jamais question d'avoir quelque chose sans contrepartie* », faisant référence à l'une des principales concessions faites par ses partenaires, le droit pour le Royaume-Uni de limiter sur une durée de quatre ans l'accès des travailleurs non européens aux prestations sociales britanniques. « *C'est suffisant pour moi afin de faire campagne pour le oui au référendum. L'Union n'est pas parfaite, mais lui tourner le dos n'est pas une solution* », as-t-il conclu. Ce compromis a été défendu sans enthousiasme² par messieurs Juncker et Tusk, le premier le qualifiant d'« honnête » et le second estimant qu'il n'est « *pas glamour, mais sans concession sur les valeurs fondamentales de l'Europe* ».

De ce fait, David Cameron dispose désormais de réels arguments pour défendre le « Remain ». Et cela lui donne une obligation de résultat : compte-tenu du fait que toutes les revendications britanniques ont été satisfaites, le Brexit ne doit pas se produire.

III. Malgré les nombreuses concessions accordées au RU, des personnalités politiques de premier plan ont décidé de faire campagne pour le Brexit

Parmi les personnalités qui ont choisi le camp du Brexit, il y a Boris Johnson⁶, le maire de Londres, qui accuse ses opposants d'« *exagérer les risques* » et soutient que, en cas de Brexit, « *Le Royaume-Uni pourrait*



avoir un très grand avenir, avec une économie plus dynamique et une population plus heureuse ».

Par ailleurs, David Cameron ayant donné à ses ministres une totale liberté d'expression sur la question du Brexit, 6 des 23 membres de son gouvernement ont choisi de se positionner en faveur du « Leave »⁷, dont le ministre de la Justice Michael Goven. Quant à Theresa May, la ministre de l'Intérieur, et George Osborne, le ministre des Finances, ils défendront de leur côté le maintien du Royaume-Uni au sein du bloc communautaire⁷.

À l'international, le président américain Barack Obama a pris position⁸ en faveur du « Remain », soutenant « *un Royaume-Uni fort dans une Europe forte* ».

IV. Le Brexit soutenu par la « gutter press* »

Avant le compromis du 18 février, une bonne partie de la presse britannique adressait des critiques très virulentes⁹ à l'égard du projet d'accord proposé par les responsables européens à M. Cameron. Le Daily Express, proche du parti conservateur UKIP, a ainsi qualifié de « blague » le projet d'accord, tandis que *The Sun* est allé jusqu'à comparer l'Europe aux envahisseurs nazis⁹. *The Financial Times* et *The Guardian*⁹ se plaçaient dans le camp du « Remain ».

Après le 18 février, voici comment les principaux noms de la presse britannique se positionnent¹⁰ :

Favorables au « Remain »	Modérés	Favorables au « Leave »
<i>The Financial Times</i>	<i>The Daily Telegraph</i>	<i>The Sun</i>
<i>The Guardian</i>	<i>The Times</i>	<i>Daily Mail</i>
<i>Daily Mirror</i>		<i>Daily Express</i>

* *Gutter press* : presse de caniveau

V. Les sondages, aux résultats aléatoires, révèlent une progression du camp du « Remain » depuis l'accord du 19 février

Avant l'accord du 19 février l'opinion publique britannique semblait pencher en faveur du Brexit : un sondage YouGov¹¹, réalisé les 3 et 4 février, donnait alors le Brexit largement gagnant, à 45 %, contre 36 % seulement en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union. Le politologue John Curtice, de l'université de Strathclyde formulait l'analyse suivante¹¹ : *« Au-delà des résultats de tel ou tel sondage, la tendance est clairement à la montée des partisans du Brexit »*.

L'institut YouGov a reconduit son enquête¹² entre le 21 et le 23 février (soit après l'accord), observant alors un fort resserrement des intentions de vote, avec 37 % des personnes interrogées favorables au « Remain » contre 38 % pour le « Leave », ne laissant qu'un point d'avance au Brexit.

D'après une autre enquête effectuée après l'accord et publiée par le Mail on Sunday, les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union auraient une avance de 15 points sur les défenseurs du « Brexit », avec 48 % pour les partisans du maintien et 33 % pour la sortie du Royaume-Uni¹³.

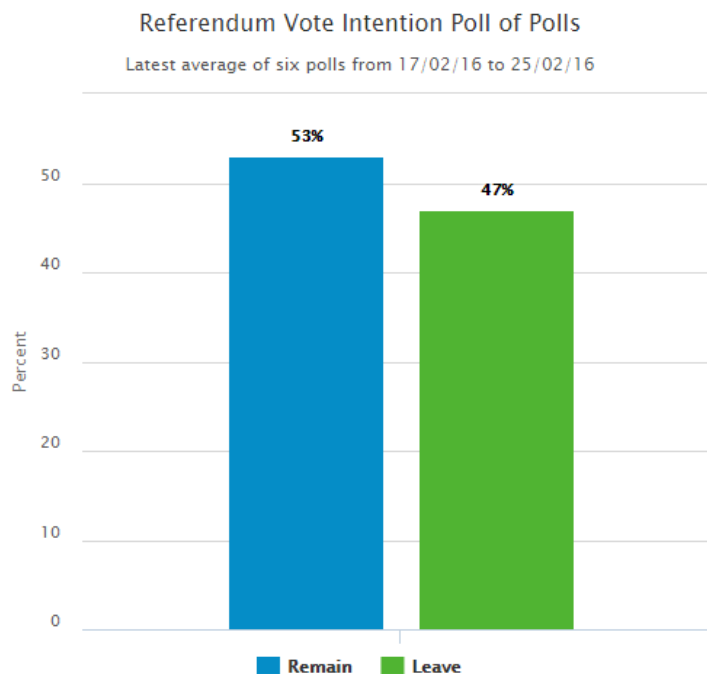
VI. Des disparités sociologiques et géographiques

Selon The Telegraph¹, le profil type de l'électeur qui votera pour le « Remain » est une femme de 18 à 29 ans, diplômée, appartenant aux CSP+, écologiste et vivant en Écosse. Quant au partisan-type du Brexit, il s'agit d'un homme de plus de 60 ans, n'ayant pas de diplôme, ayant travaillé comme ouvrier ou employé, soutenant le UKIP et vivant dans l'Est de l'Angleterre.

Sur la question du Brexit, les disparités géographiques sont particulièrement frappantes. En Écosse, la population est très favorable au « Remain », ce qui conduit des observateurs à affirmer que le Brexit pourrait fragiliser l'unité du Royaume-Uni¹⁴. De nombreux analystes ne craignent pas d'affirmer que l'Écosse pourrait alors demander son indépendance¹⁵.

VII. La moyenne des résultats des sondages constitue l'indicateur le plus fiable de l'opinion

Compte-tenu du fait que les sondages se contredisent, il est conseillé de se référer aux sites spécialisés qui proposent une moyenne des derniers sondages, comme le site internet « *What UK Thinks* » [<http://whatukthinks.org/eu/opinion-polls/poll-of-polls/>]. Selon ce site indépendant et non partisan, le « Remain » aurait quasiment toujours été en tête depuis plusieurs mois. La dernière moyenne calculée sur la base de six sondages réalisés du 17 au 25 février donne 53 % d'intentions de vote pour le « Remain » et seulement 47 % pour le « Leave ».



Source data at www.WhatUKThinks.org/EU run by NatCen Social Research

Conclusion

L'Europe, on en sort plus facilement qu'on y entre. Ceux qui veulent la quitter sont libres de le faire. Toutefois, comme le rappelle *The Young European Movement UK* [Le Mouvement des Jeunes Européens du Royaume-Uni¹] pour façonner l'Europe à sa façon, il faut en être partie prenante¹⁵.

Même si les sondages demeurent contrastés, ils révèlent tout de même un recul du camp du « Leave » depuis l'accord du 18 février. Et la moyenne des sondages donne le « Remain » gagnant. Ayant obtenu toutes les concessions qu'il avait réclamées, David Cameron a maintenant tous les atouts pour mener sa campagne avec succès.

Personne ne peut dire quelle décision prendront les électeurs britanniques. Mais il y a de bonnes raisons de penser que, dans quelques mois, ce seront les partisans du « Remain » qui l'emporteront.

¹ NDLE section britannique des Jeunes Européens Fédéralistes



Sources

- ¹<http://www.telegraph.co.uk/news/politics/david-cameron/12176325/David-Cameron-Brexit-would-be-gamble-of-the-century.html>
- ²http://mobile.lemonde.fr/europe/article/2016/02/20/brexit-cameron-arrache-un-accord-a-bruxelles_4868811_3214.html?xtref=http://news.google.com/
- ³<http://www.politico.eu/article/david-cameron-to-address-european-parliament-party-chiefs/>
- ⁴<http://fr.euronews.com/2016/02/03/reactions-du-parlement-europeen-aux-propositions-pour-eviter-un-brexit/>
- ⁵<http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/rencontre-hollande-merkel-sur-les-refugies-et-le-brexit-549350.html>
- ⁶<http://www.challenges.fr/europe/20160228.CHA5623/pour-cameron-le-brexit-est-le-defi-du-siecle.html>
- ⁷<http://www.boursier.com/actualites/reuters/cameron-defendra-le-yes-a-l-ue-lors-du-referendum-du-23-juin-186736.html?fil16>
- ⁸<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/2605071/2016/02/03/Osama-soutient-un-Royaume-Uni-fort-dans-une-UE-forte.dhtml>
- ⁹http://mobile.lemonde.fr/europe/article/2016/02/03/brexit-la-presse-populaire-britannique-assene-une-volee-de-bois-vert-a-david-cameron_4858530_3214.html?xtref=acc_dir
- ¹⁰<http://www.theguardian.com/politics/2016/feb/26/a-largely-pro-brexit-press-could-be-significant-if-polls-are-close>
- ¹¹http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=021686448980#
- ¹²http://d25d2506sfb94s.cloudfront.net/cumulus_uploads/document/d9e3yuvymx/YG-Trackers-Europe-Referendum-240216.pdf
- ¹³<http://www.tdg.ch/monde/sondage-majorite-faveur-maintien-ue/story/10753885>
- ¹⁴<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160220.REU9226/l-ecosse-voudra-l-independance-si-les-anglais-disent-non-a-l-ue.html#>
- ¹⁵<http://www.taurillon.org/brexit-le-royaume-dechire>

À propos de l'UEF-France

L'Union des fédéralistes européens (UEF), est un mouvement consacré à la promotion d'une Europe démocratique et fédérale. Elle vise à rassembler les citoyens désirant travailler à l'édification de l'unité fédérale européenne, à catalyser des forces démocratiques en Europe et à stimuler le débat public sur le contenu politique du « projet européen ».

L'UEF fut fondée par des mouvements issus de la résistance au fascisme, notamment sous la direction de Altiero Spinelli en Italie et Henri Frenay en France. Créée à Paris en 1946, elle a participé à l'organisation du Congrès de La Haye, et à la création du Mouvement européen dont la vocation était de rassembler les associations « pro-européennes ».

La Commission « Questions institutionnelles et sociales »

Cette note est une publication issue de travaux menés dans le cadre de la Commission politique « Questions institutionnelles et sociales ». Au sein de l'UEF-France, les commissions, ouvertes à la participation de tous les adhérents, ainsi que des sympathisants ou à des membres d'associations partenaires, contribuent à l'étude des enjeux dont se préoccupent les fédéralistes européens. Elles organisent, en liaison avec le bureau exécutif ou les sections locales, des activités et des événements sur la base de leurs travaux.

www.uef.fr

Twitter : @UEF_France

Facebook : www.facebook.com/UEF.France/